Teddy Riner, "ambassadeur de Ford", sollicité par Poutou pour sauver Blanquefort

Philippe Poutou désire être reçu par le judoka pour défendre les intérêts du site de Ford à Blanquefort, menacé de fermeture.

CAPTURE D'ÉCRAN PUB FORD

ÉCONOMIE - L'ancien candidat à la présidentielle ne recule devant rien pour sauver l'usine Ford de Blanquefort. Philippe Poutou a demandé à être reçu par Teddy Riner, ce mercredi 9 janvier, sur Twitter. Le judoka est en effet devenu le nouvel ambassadeur de la marque automobile en France, dans une campagne de publicité, baptisée "C'est Teddy qui l'a dit" et dévoilée au mois de décembre.

"Dans le spot publicitaire que vous verrez bientôt, [mon rôle] est surtout de motiver les équipes à avoir les meilleures offres possibles pour les clients, que tout soit parfait et qu'on soit prêts dans les délais (...). Je connais très bien la marque", a précisé le sportif, dans une interview accordée à *Auto Plus*le 4 janvier.

Philippe Poutou a visiblement voulu saisir l'occasion de cette nomination de Teddy Riner. "Je voudrais lui raconter notre lutte pour sauver l'usine Ford et nos emplois", a-t-il détaillé.

Philippe Poutou
✔@PhilippePoutou

« Je demande officiellement à être reçu par le nouvel ambassadeur de Ford, @teddyriner. En tant que salarié de la multinationale, je voudrais lui raconter notre lutte pour sauver l'usine Ford Blanquefort et nos emplois (plus de 2000 directs et induits dans la région Bordelaise). »

Une nationalisation temporaire sur la table

Cette invitation intervient dans un contexte particulièrement morose pour le site de production, la direction de Ford ayant décidé de renoncer à l'offre de reprisedu groupe belge Punch Powerglide. Un plan social a ainsi été annoncé pour les 850 salariés.
Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a cependant assuré que "les discussions continuent" pour convaincre l'Américain de ne pas fermer son usine, dimanche 6 janvier, lors du Grand Rendez-vous organisé par Europe 1, Cnews et Les Échos. "Nous pouvons sauver cette usine, je ne baisse pas les bras", a-t-il affirmé. "Il y a une offre de reprise, elle est solide industriellement, elle a été acceptée par les salariés, qui ont accepté des conditions de travail plus difficiles, la suppression de RTT, des heures de travail plus longues, une rémunération gelée pendant un certain nombre d'années".

Le dossier étant hautement sensible pour l'État, Bruno Le Maire n'exclut pas de nationaliser temporairement le site afin de "faire la jonction entre Ford et Punch".